

A nous les banques !

samedi 14 mai à partir de 10h30, intra-muros

Attac Pays Malouin - Jersey appelle à manifester devant les banques de l'Intra Muros
Rendez-vous Porte Saint Vincent.

NOUS EXIGERONS DES BANQUES LA TRANSPARENCE SUR L'UTILISATION DE NOTRE ARGENT
Face à la démission du G20, Attac et les Amis de la Terre lancent la campagne « **A nous les banques !** » pour un contrôle citoyen du système bancaire.

Cela comprend un questionnaire que nous avons envoyé aux banques de St Malo et Dinard.

Leurs réponses vous seront dévoilées à cette occasion

Nous comptons sur vous

Confirmez impérativement votre présence en répondant par mël à : stmalo@attac.org , avant le 9 mai
Ou à défaut par courrier à : Comité **attac Saint Malo – Jersey 35, rue Ernest Renan – 35400 SAINT-MALO**

Contre sommet G8 au Havre

Week-end des 21 et 22 mai



Une grande manifestation festive déambulera le samedi après-midi de la gare jusqu'aux plages du Havre où devraient se tenir un meeting et un concert en soirée. Le dimanche sera consacré à un forum des alternatives locales, nationales et internationales où la parole sera donnée aux porteurs de ces alternatives, notamment des représentants des révolutions populaires du Maghreb et du Machrek.

Samedi 21 mai 2011 - 15h à la gare SNCF du Havre : Manifestation internationale, meeting et concert

Un car Rennes-St Malo-Le Havre est envisagé. Si vous êtes intéressé-e, dites-le nous par mël à stmalo@attac.org

Les mobilisations face au G20



La mobilisation s'organise autour de Cannes. Un Forum des peuples débutera le **lundi 31 octobre** dans le environs de Cannes. **Mardi 1er novembre**, jour de la Toussaint, une grande manifestation célébrera les obsèques symboliques de la finance. Le Forum des peuples reprendra dès le **2 novembre** et des actions sont prévues pendant le sommet des **3 et 4 novembre**.

Des mobilisations se préparent également face au G8/G20 des Universités, qui se tiendra du 28 au 30 avril à Besançon et du 5 au 7 mai 2011 à Dijon, mais aussi face au G20 des ministres de l'agriculture annoncé les 22 et 23 juin à Paris. D'autres sommets thématiques sont prévus sur la route qui mène au G20 de Cannes. Comme pour le G8, une caravane de mobilisation de vingt dates parcourra le sud de la France cet automne.

LATAXEROBINDESBOIS

Attac, Aides et Oxfam lancent une pétition pour une taxe sur les transactions financières (de type Tobin) au niveau européen.

Signez la pétition à l'adresse suivante : <http://www.france.attac.org/signer-la-pétition-la-taxe-robin-des-bois-maintenant>

A nous les banques

Après la crise financière de 2008, le G20 a déclaré vouloir moraliser le capitalisme. Mais en 2011, rien n'a encore changé : les crises sociale, financière et écologique s'aggravent, les peuples continuent d'en subir les conséquences, mais la responsabilité des acteurs financiers n'a toujours pas été reconnue.

La crise financière a mis en lumière les risques inconsidérés pris par les banques. Mais elles persistent dans leur avidité de profits à court terme, et aucune mesure de régulation à la hauteur des enjeux n'a été prise.

A l'heure où les banques recommencent à enregistrer des bénéfiques records et à distribuer généreusement bonus et dividendes, **Attac France et Les Amis de la Terre France lancent une grande campagne visant à réaffirmer les exigences citoyennes face aux dérives du système bancaire : A nous les banques !**

Le G20 et les banques

Le gigantisme des banques

Le G20 de Londres a annoncé son intention de s'attaquer au problème posé par l'existence de grands groupes bancaires et financiers susceptibles, par leur défaillance, d'engendrer une crise globale (systémique) du système bancaire. Il a créé une nouvelle institution internationale : le Conseil de stabilité financière, dont l'une des missions sera de traiter ce problème des « entités systémiques », sans aucun mandat précis, et certainement pas celui, par exemple, d'ordonner la séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement.

La régulation des opérations spéculatives

Le G20 a annoncé par ailleurs sa volonté de d'encadrer les *hedge funds* (fonds spéculatifs), et de contrôler les banques en limitant les opérations qui avaient contribué à la crise (titrisation, produits dérivés, « hors-bilan »). En fait, le G20 prône des mesures générales, mais ce sont les États qui les mettent ou non en musique. Or, dans l'Union européenne et aux États-Unis, cette volonté de contrôler les *hedge funds* s'est limitée à contraindre ceux-ci à s'enregistrer auprès des autorités nationales, sans remettre en cause leur activité spéculative.

La « suppression » des paradis fiscaux

Le comble de la supercherie a été atteint par la décision prise en 2009 au G20 de Londres concernant les paradis fiscaux. Le 2 avril 2009, au soir du G20, la liste noire comprenait 4 pays et la liste grise 38. Dans le classement du 20 novembre 2009 (G20 de Pittsburgh), plus aucun pays ni île exotique ne portait plus le noir, et seulement 29 noms restaient affublés de la couleur grise. Monaco, Luxembourg et les autres se sont « blanchis » parce qu'ils ont conclu au moins 12 conventions d'échanges d'informations avec d'autres pays (dont certains sont eux-mêmes des paradis fiscaux).

La « moralisation » des bonus des traders

Le G20 de Pittsburgh (2009) a décidé de réguler les bonus des traders et des dirigeants de banques. Mais, en fait, ses recommandations vagues n'ont guère modifié les politiques de bonus des grandes banques.

Aux États-Unis, Barack Obama s'est refusé à plafonner les bonus. En France et au Royaume-Uni, les gouvernements ont taxé les bonus en 2009, pour inciter les banques à les réduire. Cela ne semble pas avoir fonctionné du tout... En juillet dernier, le Parlement européen a voté une réglementation visant à étaler dans le temps le versement du bonus et à plafonner son montant sur la base du salaire fixe. Mais l'Espagne, le Royaume-Uni... et la France sont opposés à cette mesure ! Le vote du Parlement risque de rester lettre morte.

Le renforcement des règles prudentielles pour les banques

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a annoncé une réforme visant à augmenter les ratios obligatoires de fonds propres des banques (réforme Bâle III, annoncée au G20 de Toronto en juin 2010). L'idée est d'obliger les banques à détenir en permanence davantage de ressources mobilisables pour faire face à d'éventuelles pertes et rassurer les clients et investisseurs. La réforme annoncée n'a pas déplu aux banques, bien au contraire. Mais elle est moins rigoureuse que prévu, et ne s'appliquera qu'en 2019 ! Et elle mettra encore plus les banques sous la domination des marchés (où elles puisent leurs fonds propres).

Nous vous invitons à vous joindre à nous pour **interpeller les banques** sur ces aspects et bien d'autres, à l'aide notamment d'un **questionnaire** élaboré par Attac et Les Amis de la Terre.

Usagers, salariés et associations, travaillons ensemble pour exercer une vraie pression sur les directions des banques et les pouvoirs publics.

Il est temps de repenser le fonctionnement du système bancaire et plus que jamais nécessaire de mettre la finance au service de la société... et non l'inverse.

Le questionnaire est en pièce jointe. Envoyez-le à votre banque et faites-nous part de leur (éventuelle) réponse.